



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PENA METAUX SAS

26, Chemin de la Poudrière
33700 Mérignac

Références : 25-981

Code AIOT : 0005201004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement PENA METAUX SAS implanté 26, Chemin de la Poudrière 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle pour l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PENA METAUX SAS
- 26, Chemin de la Poudrière 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0005201004
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PENA Métaux est autorisée à exploiter une installation de tri, transit, regroupement et de traitement de déchets non dangereux par l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2015, modifié par les arrêtés préfectoraux du 17 août 2020 et du 23 janvier 2023.

Le site PENA Métaux est organisé autour des activités suivantes :

- Déchetterie professionnelle,
- Récupération, transit, tri et regroupement de déchets de métaux et alliages, et traitement des métaux et alliages,
- Activités Déchets Non Dangereux (DND) / Combustible Solide de Récupération Issu du Recyclage (CORIS) :
Tri, transit et regroupement de DND, pré-triés ou en mélange,
Préparation et conditionnement de Combustible Solide de Récupération (CSR), pour valorisation énergétique - "CORIS",
- Tri, transit, regroupement et traitement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE),
- Tri et traitement de matières plastiques - "SPIREA",
- Dépollution et démantèlement des bateaux de plaisance hors d'usage (BPHU),
- Collecte, transit, tri, regroupement et traitement (désassemblage) des panneaux photovoltaïques et écrans,
- Collecte et démontage de transformateurs,
- Transit, tri, regroupement et vidange de radiateurs et condensateurs,
- Transit, tri et regroupement de déchets dangereux.

Une zone logistique de transit de camions, en attente de passage au pont bascule de l'établissement PENA METAUX, est exploitée par une entité juridique tierce (PENA LOGISTIC) et non compris dans le périmètre ICPE du site PENA METAUX.

Le site est localisé en limite d'une zone d'activité (en grande partie industrielle) s'étendant vers les directions Nord / Nord-Ouest et au sein d'une zone comportant des habitations en limites Ouest et Nord-Ouest.

L'établissement est placé en vigilance renforcée ministérielle depuis le 26/03/2021.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Vitesses minimales d'éjection	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 3.2.2 modifié par l'APC du 23 janvier 2023	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Plan d'exploitation et plan des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 1.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Incendie	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 2.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Aménagements des aires de réception et de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 8.1.1.3 modifié par APC du 17 août 2020	Avec suites, Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	Amende	12 mois
6	Rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 4.3.9.1 modifié par l'APC du 23 janvier 2023	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	Amende	12 mois
7	VLE dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 3.2.3 modifié par l'APC du 23 janvier 2023	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Suspension	1 jour
8	Evaluation des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Modifications des	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015,	Avec suites, Demande de justificatif à	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	conditions d'exploitation	article 1.6.1 et 1.6.2	l'exploitant		
10	Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines non conformités récurrentes demeurent notamment en ce qui concerne les rejets aqueux et gazeux.

Sur le volet des rejets aqueux, le site est maintenu dans le dispositif de vigilance renforcée du ministère malgré certaines améliorations notables mises en place courant 2024 et 2025. Il est demandé à mi-année 2026 un bilan global sur l'autosurveillance des rejets et l'efficacité des mesures mises en places à la mi-décembre 2025. En cas de dérive de non respect des valeurs limites d'émission (VLE) applicables en **2027**, l'exploitant doit proposer un plan de mise en conformité exhaustif en reprenant les éléments issus de l'ETE de juillet 2022.

Sur le volet des rejets atmosphériques, suite à la présente visite une seconde inspection est diligentée sous 8 jours du fait d'un signalement de dépassement des VLE pour le paramètre mercure au droit de l'émissaire du bâtiment OSIRIS (activité de tri et traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)).

Toujours sur le volet air, il convient de remettre à jour l'EQRS du site du fait d'un nouveau flux de déchets entrants dans la ligne "broyage nickel" impliquant la mise à jour de la liste des paramètres

surveillés au droit de l'émissaire (potentielle présence de Cobalt et Cadmium) et la réévaluation des risques sanitaires associés.

Sur le volet du transfert transfrontalier de déchet (TTD), il convient de clarifier la situation sur les flux faisant effectivement l'objet d'une procédure de notification.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de renseigner Trackdéchets pour tous les déchets transitant sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires• date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables.</p> <p>+ Article 7.3.4 de l'AP du 27 novembre 2015 modifié par l'APC du 17 août 2020 :</p> <p>[...]</p> <p>Sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées, l'exploitant peut substituer la mise en place de dispositifs de détection de substance particulière/fumée par la mise en œuvre de rondes de vigile (prestataire externe ou personnel interne) dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• vigile formé aux différents risques incendie présents sur le site, à l'alerte et l'accueil des secours et à la première intervention (extincteur, RIA) ;• vigile équipé de deux caméras thermiques portables pour les rondes (une principale et une de secours) ;• délai maximal de 30 minutes entre deux rondes ;• minimum 15 pointeaux avec lecteur de badge répartis sur le site selon les risques d'incendie recensés (extérieur et intérieur des bâtiments),• report des badgeages en temps réel à un poste de supervision et alerte de la société de gardiennage et de l'exploitant en cas d'absence de badgeage ;

- compte-rendu hebdomadaire des rondes de surveillance ;
- numéro de téléphone du vigile affiché sur le plan d'intervention à l'entrée du site.

L'exploitant met en place un planning d'astreinte afin d'être en capacité de mobiliser en permanence un responsable d'exploitation et un conducteur d'engin.

+ Article 1 de l'APMD du 1er juin 2022 :

Respect sous un délai de 1 mois de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 novembre 2015 susvisé modifié :

- en s'assurant que le système de gardiennage mis en place respecte les caractéristiques prévues par les dispositions réglementaires applicables.

Constats :

Lors de l'inspection tenue en juillet 2025 il avait été acté, au regard de la durée moyenne d'une ronde (30 min environ en moyenne) et de l'intervalle de repos requis pour le vigile entre deux rondes, d'élargir la durée d'intervalle entre deux rondes des vigiles (30 min maximum dans l'arrêté préfectoral d'exploiter de 2020) et proposait de fixer une durée maximale d'intervalle entre deux rondes de 1h.

Ce point a bien été repris dans la seconde version du porter à connaissance déposé par l'exploitant en mai 2025. La modification sera actée par arrêté préfectoral complémentaire, lorsque l'instruction du dossier de porter à connaissance mentionné ci-dessus sera finalisée (cf. demandes de compléments dans les fiches des constats suivantes) . Dans l'attente, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er juin 2022 est suspendu.

Il est à noter que la surveillance principale des zones à risque incendie s'effectue sur le site de PENA METAUX par un réseau de détection incendie par caméra thermique avec report au poste de surveillance du gardien.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vitesses minimales d'éjection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 3.2.2 modifié par l'APC du 23 janvier 2023

Thème(s) : Risques chroniques, Vitesses minimales d'éjection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025

Prescription contrôlée :

Respect des vitesses minimales d'éjection pour les points de rejets :

- broyage de nickel (conduit n°1) ;
- préparation de CSR (conduits n°3 et 3bis) ;
- unité DEEE (conduit n°4).

+ Article 1 de l'APMD du 24 mars 2023 :

Respect de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 novembre 2015 sous 3 mois :

- en respectant les vitesses minimales autorisées d'éjection des gaz pour l'ensemble des points de rejets atmosphériques ;
- ou en démontrant, en considérant les valeurs mesurées, que les résultats de l'ERS des activités du site ne sont pas modifiés. Le cas échéant, l'ERS est mise à jour en fonction des performances réelles des équipements. Dans tous les cas, la vitesse d'éjection des gaz ne sera pas inférieure à 8 m/s (article 57 de l'AM du 2 février 1998) ;

Constats :

Le présent point de contrôle traite uniquement des non conformités en matière de vitesse d'éjection.

Suite à la présente visite d'inspection les contrôles de rejets intervenus entre le second semestre 2024 et l'inspection (résultats des mesures pour le premier semestre 2025) ont été consultées. Les non conformités, au regard des vitesses d'éjections prescrites par l'APC de 2023, sont récapitulés ci-dessous :

N°	Source / ligne	Date du contrôle	Vitesses mesurées (m/s)	Vitesses autorisées (m/s)	Vitesses de l'EQRS (m/s)
3	C O R I S DONALDSO N	Contrôle inopinée SOCOTEC octobre 2023	11,93	16,37	8
3	C O R I S DONALDSO N	Contrôle inopinée SOCOTEC juillet 2025	12,41	16,37	8

3bis	C O R I S AQUALINE	Contrôle inopiné SOCOTEC octobre 2023	2,11	12,4	8
3bis	C O R I S AQUALINE	Rapport de contrôle IRH n°AQUP2401 41-24-52-R0 - 4 juin 2024	15 - Moyenne de trois mesures a v e c fluctuations importantes autour de la m o y e n n e ($v_{min} = 4,6$ m/s)	12,4	8

Depuis la visite d'inspection de juillet 2024, il est constaté une non conformité en matière de vitesse d'éjection. Le rapport établi par la société SOCOTEC suite au contrôle inopiné rejet atmosphériques intervenu sur la période du 30/06/2025 au 02/07/2025 indique effectivement que la vitesse de rejet atmosphérique du Donaldson est de 12,41 m/s pour une VLE fixée à 16,37 m/s. Il convient de noter que :

- les vitesses d'éjection du DONALDSON, bien qu'inférieures à la vitesse minimale, respectent la valeur prise en considération dans le cadre de l'ERS (cf. point de contrôle suivant) ;
- sur l'AQUALINE la stabilité des vitesses d'éjection est sujette à variabilité. Sur ce sujet l'exploitant a indiqué à l'inspection :
 - par courrier daté du 12/09/2025 avoir mis en place une procédure de suivi des vitesses d'éjection à fréquence **hebdomadaire** en plus d'un plan régulier d'entretien des dépoussiéreurs. Des documents décrivant les procédures et le suivi de la maintenance mise en place, incluant en particulier les opérations d'étanchéité des tuyauteries du système d'aspiration, avaient d'ailleurs été transmis en amont par mail daté du 18/06/2025 ;
 - par courrier daté du 12/09/2025 avoir opté pour un système de filtre à manche jetable facilitant les opérations de nettoyage/décolmatage à fréquence régulière (tous les deux jours) par la société PROFILTRE a contrario de l'ancien système qui était jetable.

Sur ce deuxième point les dates de mise en place évoquées durant la visite sont incohérentes avec celles tracées dans le tableau de suivi de la maintenance (cf. point précédent), ce qui peut-être interprété comme une erreur. Néanmoins ces actions correctives ne correspondent pas forcément à un retour à la conformité et l'impact de cette action sur un retour à la conformité ne semble pas confirmée.

D'autre par il est noté que :

- les résultats du contrôle inopiné réalisé en juillet 2025 ne peuvent être pris en compte du fait d'un écart à la norme sans justification adéquate. En effet l'opérateur a pris le parti de ne réaliser qu'une unique mesure au lieu des trois prévues sous prétexte d'une extraction d'air constante. Au vu de l'enjeu en terme de risque sanitaire et le fait que les précédents

contrôles avaient démontré une grande variabilité sur les trois essais, ce résultat ne peut être pris en considération.

La société SOCOTEC a d'ailleurs formulé une réponse à destination de l'inspection en date du 24/10/2025 : "la problématique soulevée par vos soins sur une éventuelle variation de la vitesse même sur des process de type extracteur (normalement stable), nous incite à faire un rappel à nos équipes sur la nécessité de bien réaliser 3 essais de vitesse lors de toute mesure. [...] En conséquence, la direction technique, que j'ai informé de la situation, va prochainement faire un rappel au niveau national sur la nécessité de réaliser systématiquement 3 mesurages sur les paramètres connexes."

- le jour de la visite il est inopinément demandé à l'exploitant d'aller vérifier les vitesses d'éjection en sortie de l'AQUALINE. Un opérateur s'est chargé de réaliser le test et montre une vidéo du résultat obtenu qui reste en moyenne autour des 10 m/s et strictement supérieur à 8 m/s sur le temps de l'essai (1 minutes environ). Ces valeurs restent cohérentes avec les valeurs choisies dans le cadre du dossier d'EQRS et de l'AM du 02/02/98 (prescription susvisée). Le calibrage de la sonde Pitot employée n'a pas été vérifié.

De manière générale il est constaté que :

- les lignes CSR sont assez vétustes et l'exploitant indique avoir un projet de revamping sous réserve de sortie de la vigilance renforcée. Cette démarche est encouragée dans le cadre de la mise en conformité des installations au regard de la directive IED et de l'application des meilleures techniques disponibles applicables au secteur d'activité du traitement de déchet. L'inspection rappelle à l'exploitant que la sortie du dispositif de vigilance renforcée ne sera pas actée avant janvier 2027 au vu des non-conformités établies et sous réserve que les actions mises en places fonctionnent (cf. point de constat du présent rapport en lien avec les rejets aqueux) ;
- en lien avec le point précédent : aucun système de supervision avec report d'alarme permettant d'assurer la maintenance des éléments interchangeable n'est mise en place ;
- des efforts ont été réalisés en matière de justification des actions correctives et de traçage.

Les constats restent non conformes au regard de l'AP de 2023 ; et un doute subsiste quant à la possibilité de respecter en permanence le débit d'éjection minimal de 8 m/s sur l'AQUALINE le CI n'ayant pas respecté la norme de mesure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant apporte des précisions sur :

- la fréquence des actions de suivi des vitesses de rejet ;
- son programme de maintenance préventive pour les actions récurrentes à mener. En ce sens il liste les opérations à réaliser régulièrement (exemple : vérification de l'étanchéité de la tuyauterie) ; la fréquence de réalisation pour chacune de ces opérations et la méthode de suivi employée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'exploitation et plan des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 1.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation et plan des stockages de déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

+ Annexe 1 de l'AP du 27 novembre 2015 modifiée par APC du 17 août 2020

+ Article 1 de l'APMD du 24 mars 2023 :

Respect de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 novembre 2015 sous 3 mois :

- en respectant les plans d'exploitation et d'entreposage des déchets annexés à l'APC du 17 août 2020, en particulier en évacuant les tas de fines issues du broyage de DEEE au Nord-Est de la zone "métaux" ;
- ou en mettant à jour ces plans dans le cadre d'un dossier de porter à connaissance.

+ 3.5.1. Traçabilité - AM du 06/06/2018 :

En complément du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

Sur ce point des améliorations notables ont été mises en place :

- un plan de contingence afin de fluidifier la gestion des flux entrants et sortants sur site

sans dépassement de la capacité autorisée,

- une application développée en lien avec les filières REP permettant d'anticiper la quantité de déchet par typologie arrivant sur site.

Concernant le plan de contingence, il s'agit dans les faits d'accords établis, par filières déchets, avec les professionnels du secteur. Ce plan permet en effet et en cas de surplus d'entreposage sur site de disposer d'un portefeuille de filières de sorties équivalentes afin de réorienter les déchets vers des exutoires adaptés. A titre d'exemple :

- pour les plastiques : le flux peut-être réorienté vers REVIPLAST filière du groupe
- pour les GEM : un accord est établi avec DECONS ;
- pour les PAM : le flux est redirigé chez GALO PLASTIQUE ou INDUMETAL en Espagne ;
- pour les métaux : l'exploitant s'engage à une vente en flux tendu sans attente de la fluctuation des cours du prix de revente sans pour autant présenter de justificatifs spécifiques.

En tout état de cause l'inspection n'observe pas de dépassement significatif des casiers de déchets le jour de la visite néanmoins la visite ne s'étant pas tenue de manière inopinée ce point ne peut être clôturé en l'état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La non conformité reste en l'absence de justification probante et sera vérifiée à l'occasion d'une prochaine visite inopinée. Dans l'attente, et pendant 6 mois, l'exploitant transmet à l'inspection l'état des stocks réalisé hebdomadairement. La transmission est réalisée de manière mensuelle. A défaut de transmission, l'exploitant renseigne le registre Trackdéchets pour l'ensemble des déchets dangereux ET non dangereux transitant sur le site de Pena Métaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

La précédente visite d'inspection évoquait la problématique d'un transfert transfrontalier de déchet dans le cadre d'un incendie survenue durant le transfert de déchets en Espagne. Le présent point de contrôle est l'occasion de revenir sur ce sujet

Partie des constats sur le TTD (Transfert Transfrontalier de Déchet) et les suites de la dernière inspection :

Lors de la précédente visite d'inspection il avait été abordé un incident durant un transfert transfrontalier de déchets. En synthèse il avait été estimé que les déchets PAM broyés ferreux issus de l'activité OSIRIS voyageaient sous le mauvais code déchet (19 12 12 au vu du taux de plastique non négligeable) et donc sous la mauvaise procédure ; ce type de déchet relevant de la liste orange, le pays récepteur devait avoir été notifié puis donné son accord pour transfert. Une procédure de notification du pays récepteur devait donc avoir été sollicitée en amont. **Ce sujet n'a pas été ré-évoqué durant la visite néanmoins la précédente visite demandait à l'exploitant les éléments suivants :**

- **soit de modifier le code déchet utilisé pour le transfert de ses déchets PAM broyés ferreux, de manière à prendre en compte la présence significative de matières plastiques ;**
- **soit de modifier le traitement de ces déchets, de manière à en retirer la part plastique.**

Début 2025 l'exploitant informait l'inspection du transport de CSR (activité de la ligne AQUALINE) sans notification préalable d'un lot de déchet classé 191212. Ce délit avait été établi par la brigade des douanes au moyen d'un procès verbal daté du 11/03/2025 et clôturé par règlement transactionnel daté du 08 mai 2025 (intitulé "ratification de la transaction souscrite"). Le document atteste que le chargement a été renvoyé à l'ISDND de Lapouyade, filière dûment autorisée pour prendre en charge ce type de déchet.

L'exploitant indique :

- qu'il s'agit d'un oubli ponctuel avec emploi de la mauvaise procédure ;
- que la ligne de production de CSR est constituée d'un séparateur aéraulique lui permettant de séparer la partie légère (papier, plastique, etc.) et lourde (métallique). Seule la fraction légère était envoyée sous procédure de notification ce qui n'était pas le cas de la fraction lourde faisant l'objet d'une simple information avec codification en 19 12 12. Cette fraction est stockée dans un casier dédié (C14) en sortie du processus de tri et relève effectivement d'une **procédure de notification** s'agissant d'une typologie de déchet caractérisable en refus de tri de DNDAE.

Après consultation de GISTRID (Gestion par Internet du Suivi des Transferts Internationaux de Déchets) il s'avère qu'un document de procédure de notification récent (consentement datant seulement de novembre 2025) existe bien pour les déchets classifiés (code CED) 191212, 160213*, 191204, 200135*.

L'inspection note qu'il s'agit du deuxième incident concernant un transfert irrégulier de déchet vers l'Espagne. Afin de clarifier la situation il est demandé à l'exploitant un tableau récapitulatif exhaustif des flux issus des lignes DEEE et CSR en précisant la procédure de transfert associée. Par ailleurs les documents permettant de justifier la complétude de ces procédures devront être transmis (exemple: copies de consentements et documents de mouvement pour la procédure de notification). Un contrôle de cohérence pourra être établi par l'inspection auprès du PNTTD. Dans l'attente ce point est considéré comme étant non conforme.

Exemple de tableau à compléter :

d é n o m i n a t i o n u s u e l l e d u f l u x	code déchet	i n s t a l l a t i o n d e d e s t i n a t i o n	procédure
PAM broyés ferreux	19 12 12	???	notification
Fraction légère CSR	???	???	???
Fraction lourde CSR	???	???	???
???	20 01 35*	???	notification

Partie sur l'étude des flux flumilog (suite de la dernière visite) :

Lors de la visite de juillet 2025 il avait été demandé à l'exploitant de :

- justifier l'absence de distinction entre la zone de stockage des petits PAM et des autres DEEE (PAM spécifique de petite taille et pouvant contenir des batteries. Exemple : afficheur de prix dans les rayons de supermarché) ce flux ne faisant l'objet d'aucun retrait de batteries pour des questions économiques ;
- compléter son dossier de porter à connaissance par une modélisation d'incendie de la zone de stockage des petits PAM, en tenant compte de la présence de batteries dans les déchets, et en prenant soin d'analyser les potentiels effets dominos.

Cette demande faisant suite à l'incendie du 13/11/2022 ; l'identification et le positionnement de cette zone "stockage petit PAM" devaient être justifiés, notamment en termes d'effets particuliers en cas d'incendie.

A ce stade il est constaté deux choses :

- suite à réception du courrier de l'EO il est constaté que l'exploitant a modifié le plan des stockages dans son porter à connaissance en retirant l'alvéole dédiée aux petits PAM sans en informer l'inspection ;
- une modélisation flumilog répondant aux demandes de l'inspection fait bien partie intégrante du dossier de porter à connaissance remis à l'inspection en mai 2025. Les effets dominos sont également étudiés (cellules de stockage de plastique au sud du stockage de DEEE) et conduisent à un scénario d'incendie aux cases DEEE (3) et plastique (2) maîtrisé (effet létaux n'atteignant pas les stockages les plus proches). Il est néanmoins impossible

pour l'inspection de déterminer, en la présence de petites piles si les hypothèses de modélisations restent valables. L'exploitant endosse l'entière responsabilité des hypothèses employées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous 2 mois :

- un tableau récapitulatif des flux issus des lignes DEEE et CSR en précisant la procédure de transfert associée. Par ailleurs les documents permettant de justifier la complétude de ces procédures devront être transmis (exemple : copie de consentements et documents de mouvement pour la procédure de notification). L'exploitant est exhaustif dans le listing des flux (la fraction légère du CSR fait par exemple l'objet d'un distinguo par rapport à la fraction lourde) qui comprend le code du déchet accompagné d'une dénomination usuelle claire ;
- de repréciser l'emplacement des petits PAM en fonction des conclusions de l'étude flumilog, en mettant à jour le plan des stocks du site (cf. fiches suivantes).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Aménagements des aires de réception et de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 8.1.1.3 modifié par APC du 17 août 2020

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements des aires de réception et de stockage des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025

Prescription contrôlée :

Les aires de réception et de stockage des déchets doivent être nettement délimitées et séparées, clairement signalées et positionnées conformément aux plans et dispositions particulières joints en annexe 1bis du présent arrêté. Elles sont entretenues et réparées en tant que de besoin.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation.

Le stationnement des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que

pendant le temps des opérations de chargement et déchargement.

Le sol des voies de circulation, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément au chapitre IV du présent arrêté.

Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

Constats :

L'inspection demandait à l'exploitant, sous 6 mois, de procéder à la rénovation des casiers dont les parois sont endommagées ou partiellement en place, en priorisant les casiers contenant tout ou partie de matières combustibles. Il avait été constaté à cette occasion que l'ensemble des casiers le long du Chemin des Deux Poteaux avait été réparé, et les parois en rondins remplacées par des parois en blocs béton.

Le jour de la visite il est constaté qu'aucune case en béton n'a fait l'objet de la réfection demandée et l'exploitant indique que ce point fera l'objet de travaux en 2026. Aucune action n'ayant été mis en œuvre depuis la dernière visite, une amende de 5000 € est proposée à M. le Préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 an, de procéder à la rénovation des casiers dont les parois sont endommagées ou partiellement en place, en priorisant les casiers contenant tout ou partie de matières combustibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 4.3.9.1 modifié par l'APC du 23 janvier 2023

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025

Prescription contrôlée :

Respect du tableau de valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux pour les points de rejets BV1 (parking), BV3' (activité métaux extérieure) et BV4a (reste du site).

Astreinte administrative du 30 septembre 2019 :

- Article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2015 : 100 euros par jour pendant les trois premiers mois, puis 200 euros par jour pendant les mois suivants jusqu'à la mise en conformité ;

1ère liquidation partielle par AP du 17 avril 2020

2ème liquidation partielle par AP du 14 décembre 2021

Constats :

1. Rejets aqueux et actions mises en places :

La dernière visite d'inspection tenue en juillet 2024 faisait état de nombreuses non conformités en matière de rejets aqueux :

- BV3' : dépassements en concentration et en flux en :
 - DCO (VLE de 125 mg/l) : 980 mg/l en avril ;
 - cadmium (VLE de 0,025 mg/l et flux 0,003 kg/j) : 0,0268 mg/l en décembre ;
 - plomb (VLE de 0,1 mg/l et flux 0,011 kg/j) : 0,214 mg/l en décembre ; 0,243 mg/l en janvier ; 0,129 mg/l en février ; 0,0146 kg/j en juin ;
 - cuivre (VLE de 0,25 mg/l et flux 0,027 kg/j) : 0,365 mg/l en novembre ; 0,853 mg/l et 0,0411 kg/j en décembre ; 1,33 mg/l et 0,0316 kg/j en janvier ; 0,619 mg/l en février ; 0,321 mg/l et 0,0528 kg/j en juin.
- BV4 : dépassements en concentration et en flux en :
 - MES (VLE de 35 mg/l et flux 35,4 kg/j) : 91 mg/l et 49,1 kg/j en décembre ; 57 mg/l en février ;
 - plomb (VLE de 0,100 mg/l et flux 0,101 kg/l) : 0,157 mg/l en décembre ; 0,1033 kg/j en juin.

Suite à ces constats une astreinte avait été partiellement liquidée par arrêté du 30 décembre 2024. Le montant de cette dernière prenait en compte les actions correctives mises en œuvre durant la phase de contradictoire à savoir :

- l'hydrocurage des réseaux ;
- l'évacuation de 200 tonnes de fines sous une toiture dégradée ;
- la réfection du bâtiment d'entrepôt des métaux et l'aménagement de racks ;
- le raccord de deux points de rejets BV3 et BV4.

Les résultats de l'autosurveillance ont été consultés sur GIDAF depuis la mise en place de ces actions depuis novembre 2024 jusqu'en novembre 2025. Il est ainsi relevé :

- Pour le mois de novembre 2024 une non-conformité en Pb (158 µg/L pour une VLE fixée à 100 µg/L)
- En janvier 2025 une non-conformité en Pb (117 µg/L pour une VLE fixée à 100 µg/L)
- Février AOX (72,6 pour 1 µg/L)
- Juin : Pb (132 µg/L pour une VLE fixée à 100 µg/L)
- Juillet les non conformités suivantes sont relevées :
 - MES : 78 pour 35 mg/L
 - DCO : 179 pour 125
 - Pb : 139 pour 100
- Aout :
 - MES : 62 pour 35
 - DCO : 153 pour 125
 - Pb : 204 pour 100 (2 fois la VLE)
- Septembre :
 - MES : 73
 - DCO : 127 pour 125
 - Pb : 434 pour 100
 - Cu : 0,285 pour 0,25
 - Fe+Al : 6,13 pour 5

La mise en place des actions semble avoir eu des effets néanmoins les résultats sont toujours non conformes en ce qui concerne la DCO, MES et le plomb.

Sur ce point l'exploitant a fait intervenir sur site le bureau d'étude INGETECH afin de proposer des solutions permettant de revenir à la conformité :

- Pose de dégrilleurs à mailles fines en inox au droit des avaloirs du site (déjà en place depuis mars 2025) ;
- Installation d'un décanteur lamellaire (cahier des clauses techniques et particulières remise par PENA). Le jour de la visite le décanteur était en cours d'acheminement sur site et la dalle finalisée. La date prévisionnelle de finalisation des travaux est fixée au 15 décembre.

Par ailleurs l'exploitant a remis en amont de la visite d'inspection un devis daté du 16/10/2025 pour la réfection de la toiture amiante au niveau de la zone métaux, partiellement dégradée et pouvant conduire à de potentielles écoulements pollués (138 k€). Les travaux sont prévus au premier trimestre 2026.

Si les mesures mises en places ne permettent pas d'obtenir les résultats escomptés, à savoir le respect des VLE prévues à horizon 2027 afin de respecter la directive sur les émissions industrielles, l'exploitant envisage de mettre en place un système de traitement complémentaire (physico-chimique).

L'inspection ainsi que l'agence de l'eau ont déjà alerté l'exploitant sur l'inadéquation entre une pollution dissoute et le système de traitement envisagé. Au vu des actions prévues ou déjà mises en place ainsi que des échéances réglementaires prévues au 1^{er} janvier 2027 en matière de VLE applicables, il est proposé à ce stade de ne pas liquider l'astreinte du 30/09/2019.

2. Antériorité et ETE antérieures :

Une étude technico-économique (Rapport n° A117518/A) réalisée par ANTEA GROUP est remise en juin 2022. Cette dernière fait suite à la campagne RSDE du site propose un échéancier des

travaux à réaliser allant jusqu'en 2027, afin d'assurer la mise en compatibilité de ses rejets avec le milieu naturel (respect des valeurs fixées dans le tableau des VLE applicables à partir de 2027). Pour rappel l'échéancier était scindé en trois phases successives :

- **fin 2022** : essai pilote pour le traitement des eaux pluviales par adsorption, puis mise en place de la solution de traitement si essai concluant, mise en place d'un balayage des voiries et échanges avec la DREAL ;
- **2023** : retour des échanges avec la DREAL et retour d'expérience de la 1ère phase ;
- **2024 - 2027** : essai pilote pour le traitement physico-chimique des eaux pluviales, en plus du traitement par adsorption, puis mise en place de la solution de traitement si essai concluant, mise en place des couvertures des déchets si nécessaire et de manière progressive.

L'inspection rappelait déjà à l'exploitant dans son rapport d'inspection daté du 19/01/2023 que les mesures de prévention de pollution des eaux pluviales (balayage des voiries et couvertures des déchets) étaient à privilégier par rapport aux solutions de traitement des eaux et que quelles que soient les actions retenues, leur mise en place effective sur le site ne devra pas aller au-delà de 2027. **Sauf erreur aucun positionnement spécifique de l'exploitant n'avait été communiqué à l'inspection sur les solutions retenues dans l'ETE.**

Après mise en place du décanteur, l'exploitant dispose de 6 mois pour établir un bilan de la surveillance des rejets et de l'efficacité du système de traitement au regard des VLE applicables en 2027. Sans attendre il inclut dans ce bilan la liste des opérations qu'il entreprend et précise le traitement complémentaire à mettre en place en cohérence avec l'ETE de juin 2022. Un planning de travaux précis devra être fourni.

3. Couverture des déchets :

Il est constaté que l'ETE prévoyait la couverture des déchets comme action préventive de pollution. Par ailleurs cette dernière établit des analyses des eaux de ruissellement au droit d'une dizaine de points du site. **Concernant le sujet majeur du plomb ce paramètre est retrouvé dans certaines eaux et l'exploitant est d'ores et déjà invité à se positionner quant à la source de cette pollution et aux actions de prévention qu'il compte mettre en œuvre en cas d'échec de la solution de traitement prévue (décanteur lamellaire).**

Enfin il est constaté :

- au Sud Est de la zone Métaux une casier contenant de la ferraille non protégé des eaux météoriques dont un tas de 10 m3 de limaille de fer. Le jour de la visite le temps est pluvieux et la pluie charrie très clairement les particules constituant cet amoncellement ;
- le long du bâtiment OSIRIS, que les tas de PAM métaux ferreux et DEEE sont également soumis aux intempéries. N'étant pas systématiquement évacués en fin de journée ces derniers peuvent rester la nuit. Il est rappelé que sur le plan des stockages cette zone a vocation à stocker des "métaux" ; ce qui n'est pas le cas puisque les tas sont constitués pour partie de cartes électroniques encore considérés comme des DEEE et n'ayant en aucun cas vocation à rester en extérieur.

L'exploitant couvre les tas de déchets vieilles ferrailles (exemple: mise en place d'une casquette au niveau du toit du bâtiment) et l'ensemble des cases contenant des DEEE.

Au des non conformités résiduelles et comme cela avait été re-précisé suite à l'inspection avec la directrice du groupe, une amende sera proposée à M. le Préfet pour un montant de 5000 €. Le montant reste limité dans la mesure où l'action corrective de l'exploitant est privilégiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant dispose de 6 mois pour établir un bilan de la surveillance des rejets aqueux et de l'efficacité du système de traitement au regard des <u>VLE applicables en 2027</u>. Sans attendre il inclut dans ce bilan la liste des opérations qu'il entreprend et précise le traitement complémentaire à mettre en place <u>en cohérence avec l'ETE de juin 2022</u>. Un planning de travaux précis doit être fourni.</p> <p>Au vu des non conformités résiduelles et comme cela avait été reprecisé suite à l'inspection avec la directrice du groupe une amende est proposée à M. le Préfet pour un montant de 5000 €.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : VLE dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 3.2.3 modifié par l'APC du 23 janvier 2023
Thème(s) : Risques chroniques, VLE dans les rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Respect des valeurs limites d'émission (VLE) dans les rejets atmosphériques pour les points de rejets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • broyage de nickel (conduit n°1) • préparation de CSR (conduits n°3 et 3bis) • unité DEEE (conduit n°4)
<p>Constats :</p> <p>Ce point a spécifiquement l'objet d'un rapport suite à la visite d'inspection du 10/12/2025 avec proposition d'un arrêté de suspension. A noter que la visite fait suite à une demande de l'inspection de transmettre les résultats d'analyse des rejets gazeux du troisième trimestre au droit de l'émissaire de la chaîne OSIRIS (tri et transit de DEEE).</p> <p>Suite à réception de ce rapport l'exploitant s'est engagé à revamper la ligne en plus de la mise en place d'un système de traitement visant à atteindre les VLE de l'APC de 2023 et d'une recherche approfondie des causes amont d'un tel dépassement.</p> <p>A noter que l'exploitant a remis par mail en date du 24/12/2025 un courrier indiquant l'arrêt des lignes GEM et PAM du bâtiment OSIRIS.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Ce point a fait l'objet d'une inspection à part en date du 10 décembre 2025 (cf. partie "contexte" du présent rapport). A titre de rappel il avait été proposé de prendre un arrêté de suspension tel que proposé dans le rapport suite à cette visite. L'exploitant redémarrera la ligne sous réserve du respect des conditions imposées dans cet arrêté et rappelées dans le rapport de visite du 10 décembre 2025.</p> <p>Demande génériques pour l'ensemble des émissaires du site :</p> <p>Dans le cas où un nouveau dépassement de VLE serait détecté, au regard des éléments transmis dans l'ERS, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>L'inspection rappelle que ces éléments sont à transmettre automatiquement à l'inspection des installations classées, lorsque des non-conformités sont constatées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension
Proposition de délais : 1 jour

N° 8 : Evaluation des risques sanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour réaliser, sous trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des substances effectivement émises au regard des activités actuelles du site, tant au niveau des points de rejet, qu'à celui des émissions diffuses de l'établissement, • l'évaluation des enjeux et des voies d'exposition, • l'évaluation de l'état des milieux, • la mise à jour de l'EQRS (Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires) en fonction de ces données. <p>Toutes dispositions sont prises pour que la transmission à l'inspection de ces données, soit</p>

assurée dans les quinze jours suivant l'achèvement de leur réalisation.

Constats :

Pour rappel, suite à l'inspection du 6 septembre 2023, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 2 novembre 2023, et sous un délai de 3 mois, de réaliser un dossier de mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires (ERS) pour son site, et de transmettre ce dossier dans un délai de 15 jours suivant son achèvement.

Par courrier daté du 9 février 2024, l'exploitant a transmis le rapport de mis à jour de l'ERS et de l'Interprétation de l'état des milieux (IEM) (rapport ANTEA n°A127372/version A daté du 18 janvier 2024). Cette transmission permet de lever le point de mise en demeure associé.

Par courriel du 27 mai 2024, l'inspection a sollicité l'avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) sur ce rapport. Par courriel en réponse du 5 juillet 2024, l'ARS a répondu ne pas avoir de remarque quant à la méthodologie de l'étude.

Le rapport de l'inspection daté du 06 août 2024 demandait à l'exploitant :

- une mise à jour de l'ERS (MAJ 1) incluant comme hypothèse de calcul les VLE actuellement applicables, dans un premier temps et transmise en date du 16 novembre 2024 (rapport n°A132433/version A - 1er octobre 2024);
- puis une seconde version de l'ERS (MAJ 2) avec les VLE revue à la baisse et la démonstration du respect des nouvelles VLE effectivement transmise en date du 14 mai 2025 (rapport n°A132433/version A - 30 avril 2025) en se positionnant par rapport à la réglementation applicable.

Par courriel du 6 novembre 2025, l'ARS indique ne pas avoir de remarque particulière à apporter au niveau du risque sanitaire. Toutefois il est demandé à l'inspection de s'assurer du respect des valeurs limites. **En cas de dépassement l'avis de l'ARS doit, sur sa propre demande, de nouveau être sollicité.**

En synthèse, il ressort de :

- la première étude (MAJ 1), la démonstration que les VLE actuellement applicables à l'établissement sont inadéquates à prévenir un éventuel risque sur la santé des riverains pour les effets dit « à seuil » du fait des paramètres PCB DL (QD évalué à 32,9), PCDD/F (QD évalué à 32,9) et dans une moindre mesure l'Arsenic (QD évalué à 1,92. Les effets dits « sans seuils » sont en revanche estimés acceptable (ERI sommé égal à $3,08.10^{-6}$) ;
- la version finale de l'EQRS (MAJ 2 - Rapport n°A127372/Version B - 30 avril 2025), contenant des propositions de VLE et vitesses d'éjection révisées à la baisse par rapport aux valeurs actuellement autorisées. Les nouvelles valeurs limites sont par ailleurs comparées au référentiel réglementaire en vigueur : AM du 02/02/98, AM WT de 2019, etc.

Il en ressort globalement que :

- les principaux paramètres contributeurs (pour 75%) au quotient de danger sommé sont le plomb et le cadmium (effet avec seuil) ;
- le principal contributeur à l'excès de risque individuel sommé est le Nickel (effet sans seuil).

Il est à ce stade constaté une non-conformité sur l'un des trois paramètres à enjeux identifié ci-dessus (cf. point de contrôle précédent). Cette dernière a été relevée à l'occasion de la visite d'inspection tenue en juillet 2024 sur le site de PENA METAUX sur le Cadmium au droit du

conduit n°4 (sortie du dépoussiéreur DEEE). Il est néanmoins noté que :

- depuis lors aucun dépassement n'a été constaté sur ce paramètre qui semble à ce stade ponctuel ;
- ce paramètre ne fait l'objet d'aucune demande d'abaissement des valeurs de la part de l'exploitant ;
- l'absence de non-conformité récente sur le plomb et le Nickel.

En revanche le bureau d'étude ANTEA GROUPE en charge de la rédaction du dossier n'a pas remis en cohérence les flux en g/h avec les nouvelles VLE pour les paramètres concernés.

Par ailleurs, par courriel du 06/11/2025, l'ARS ne fait état d'aucune remarque particulière sur le dossier remis mais souhaite être immédiatement informé en cas de dépassement des VLE. Sur ce point une grande vigilance doit être apportée par l'exploitant quant à l'impérieuse nécessité de respecter les nouvelles valeurs limites proposées sans quoi les conditions permettant d'autoriser une installation en compatibilité avec le risque sanitaire ne seront plus réunies. Une suspension d'activité pourra être proposée en un tel cas de figure jusqu'à mise en conformité des installations.

Durant la visite du jour, de nouveaux éléments sont portés à la connaissance de l'inspection : le site accepterait un flux de Nickel en provenance de la SAFT. Suite à la visite et après renseignement auprès de l'autorité compétente, il s'avère que certaines batteries contiendraient des électrodes Nickel, Cadmium et Cobalt, paramètres non suivis dans le cadre de l'autosurveillance qu'exerce l'exploitant.

L'exploitant doit ainsi caractériser le flux entrant et adapter sa surveillance sur l'émissaire concerné (broyeur Nickel) par ce déchet entrant, en y ajoutant les paramètres manquants assortis de VLE.

A noter qu'un projet d'APC visant à mettre à jour les VLE à la baisse est en cours de relecture afin de prescrire les nouvelles valeurs limites de l'ERS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des éléments qui précèdent, il convient de :

- remettre à jour les éléments de l'EQRS et de l'IEM en intégrant le cadmium et le cobalt afin de :
 - calculer le risque sanitaire et proposer des VLE compatibles à la réglementation (une justification est attendue sur ce point) et avec le potentiel risque sanitaire ;
 - mesurer les retombées aux abords du site ;
 - remettre à jour les flux pour les paramètres nouveaux ou faisant l'objet d'une modification des VLE.
- mettre à jour le porter à connaissance en intégrant ce nouveau flux de déchets, les quantités concernées et le temps de fonctionnement des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Modifications des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 1.6.1 et 1.6.2

Thème(s) : Autre, Porter à connaissance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025

Prescription contrôlée :

1.6.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

+ 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Constats :

Les demandes de l'inspection portaient sur la mise à jour de la première version du porter à connaissance déposé en date du 9/10/2023 et complété en mai 2025. Cette nouvelle version prend en compte les demandes diverses de l'inspection, néanmoins ne figurent toujours pas les éléments suivants :

- sur le plan des stockages, les flux spécifiques stockés le long du bâtiment OSIRIS (PAM broyés ferreux contenant plastique et métaux) ;
- les petits PAM contenant des batteries ;
- dans l'étude flumilog, l'ensemble des zones comportant, même de manière minoritaire, des matières combustibles (gainés, déchets métalliques comportant une fraction de plastiques, cartes électroniques, etc.) que ce soit le long ou à l'intérieur du bâtiment OSIRIS.

Des travaux de revamping étant prévus sur la ligne OSIRIS (cf. rapport d'inspection daté du 11/12/2025) ; une mise à jour du plan des stockages et de l'étude flumilog devra être fournie ultérieurement dans le cadre du dossier portant à la connaissance du préfet la mise à jour des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de compléter son dossier de porter à

connaissance en y intégrant une version révisée des plans de stockage de la zone OSIRIS. Cette mise à jour doit représenter fidèlement l'organisation du site, telle que projetée.

A ce jour, ne figurent toujours pas les éléments suivants :

- sur le plan des stockages les flux spécifiques stockés le long du bâtiment OSIRIS (PAM broyés ferreux contenant plastique et métaux) ;
- les petits PAM contenant des batteries ;
- dans l'étude flumilog l'ensemble des zones comportant, même de manière minoritaire, des matières combustibles (gainés, déchets métalliques comportant une fraction de plastiques, cartes électroniques, etc.) que ce soit le long ou à l'intérieur du bâtiment OSIRIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

Il est constaté que malgré la présence de déchets dangereux sur le site, Trackdéchets n'est pas complété en date du 30 décembre 2025. Suite à ce constat l'inspection en informe l'exploitant qui fournit en date du 06/01/2026 une extraction trackdéchets (période allant de septembre à novembre 2025) pour les déchets type DEEE.

Suite à cette réception l'inspection réalise le 08/01/2025 la même extraction que celle effectuée en date du 30/12/2025 et constate cette fois-ci que les tonnages ont effectivement été déclarés suite à la demande de l'inspection du 30/12/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète Trackdéchets de manière systématique et veille à expliquer l'absence de donnée sur la période allant du 30/12/2025 au 06/01/2026.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois